

Entretien réalisé par Vincent Slits

L'invité du week-end

JOURNALISTE À LIBÉRATION

Jean Quatremer

Jean Quatremer est ce que l'on appelle en termes médiatiques un "bon client". Journaliste à *Libération*, il s'occupe des affaires européennes depuis 1990 au départ de Bruxelles. Redoutable débateur, régulièrement invité sur les plateaux télé, très présent aussi sur les réseaux sociaux, ses sorties médiatiques, souvent tranchées, ne laissent pas indifférent.

Son dernier ouvrage, *Il faut achever l'euro*, est sorti de presse il y a quelques semaines aux éditions Calmann Lévy. Il y revient sur 660 pages sur les grandes étapes de la création du projet européen. Et il prévient: à défaut de la création d'un véritable projet politique, l'euro disparaîtra. "Ma seule passion, c'est l'actualité européenne.

Mais je suis aussi un fana d'histoire. Je lis énormément de livres d'histoire. Il y a plus d'imagination dans ce que nous avons vécu que dans n'importe quel roman de science-fiction", nous explique-t-il, ajoutant que l'on ne peut comprendre le destin européen sans connaître notre histoire.

L'homme avoue également deux vices: les cigares et le fait de ne jamais pratiquer de sport. Un point commun qu'il partage avec Winston Churchill, une personnalité qui le fascine. "En juin 1940, il a été capable de tenir tête alors que le monde s'effondrait. Il y a juste quelques personnalités exceptionnelles capables de résister à un tel moment d'effondrement alors que face à une telle situation on a tendance à aller dans sa cave et s'enterrer."

"Si on ne va pas au terme du projet politique, l'euro explosera"

Le titre de votre ouvrage "Il faut achever l'euro" a un double sens. C'est évidemment à dessein...

C'est un titre volontairement ambigu. Soit on parachève l'euro, soit on en finit avec lui. On s'est arrêté au milieu du gué ainsi que le montre mon livre qui parcourt les cinquante ans de l'histoire de la monnaie unique. Ce constat est habituel dès que l'on parle de l'Union européenne, mais là c'est beaucoup plus grave car ce sont nos économies et donc notre bien-être, qui sont en jeu. Le chemin parcouru est certes impressionnant: des États ont renoncé volontairement à leur souveraineté monétaire, ce qui est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Mais on n'a pas bâti l'union politique qui aurait dû l'accompagner. Or il n'existe pas de monnaie sans État, c'est aussi simple que cela. Là, c'est même pire: nous avons une monnaie et dix-neuf États... Si on ne va pas jusqu'au terme du projet, cette monnaie explosera à terme soit à la suite d'un choc extérieur, soit à cause du rejet des peuples. Si l'on constate que la volonté politique fait défaut pour bâtir un État fédéral, il vaut mieux essayer de démanteler la monnaie unique à froid, pour éviter d'avoir à le faire en pleine tempête. Mais ne rêvons pas, le choc sera dans tous les cas violent: la faillite d'une petite banque d'affaires américaine en septembre 2008 a entraîné la plus grave crise économique depuis 1929. Alors imaginez la disparition de la seconde monnaie de réserve du monde...

Vous dites cela, et pourtant l'euro a survécu à des crises à répétition depuis dix ans: crise financière, de la dette, économique, sociale...

Cette résilience est remarquable alors que beaucoup pronostiquaient la fin de l'euro en 2011, 2012, 2016... Mieux, aucun pays, y compris la Grèce, n'a quitté la zone euro. Mais pour faire face à la crise, il a fallu bricoler dans l'urgence des demi-solutions qui ne suffiront pas à affronter la prochaine crise financière et économique. La période 2008-2012 a été un

avertissement sans frais.

Concrètement, que faudrait-il faire?

Créer une fédération de la zone euro, ce qui ne veut pas dire un "super-État" jacobin, bien au contraire. Institutionnellement, cela passe par un gouvernement qui serait élu par un Parlement de la zone euro, et dont le rôle essentiel serait de gérer un budget, expression d'une politique économique pensée au niveau de la zone euro. Ce budget devrait peser plusieurs points de PIB et serait voté par le Parlement qui déciderait des recettes et des dépenses, sans intervention des États membres... Il pourrait notamment servir à financer des investissements afin de faire converger les économies ou assurer un minimum social européen sur le modèle américain. Et bien sûr, un Trésor européen qui pourrait lever des fonds sur les marchés internationaux – des "euro-bonds" – afin d'alimenter ce budget.

Aujourd'hui, le principal frein à l'évolution vers ce modèle fédéral, c'est l'Allemagne...

Effectivement, Berlin refuse toute intégration politique supplémentaire, alors que dans les années 1990 elle en était demandeuse. On est à front renversé, puisque Emmanuel Macron est désormais prêt à faire le saut fédéral que son lointain prédécesseur avait refusé.

Pourquoi est-ce que l'Allemagne n'est pas prête à aller plus loin?

Tout simplement parce que l'Allemagne domine totalement la gouvernance économique et budgétaire de la zone euro. Pourquoi dès lors céder le pouvoir à des institutions fédérales? Au moment où la crise des subprimes venue des États-Unis touche l'Union, en 2007 puis en 2008, les Allemands qui sont au pouvoir ne sont plus du tout ceux des années 1990. La Répu-

blique de Bonn a disparu avec Helmut Kohl, et a cédé la place à la République de Berlin. Angela Merkel qui a été élue en 2005 vient d'Allemagne de l'Est, elle n'est ni antieuropéenne, ni proeuropéenne. Autrement dit, elle n'est pas Kohl, enfant de la guerre, héritier des crimes nazis, dont le grand dessein était de s'assurer que l'Allemagne resterait européenne après l'unification. C'est pourquoi il a fait don du mark à l'Europe, un sacrifice de souveraineté qui reste pour moi stupéfiant. Mais Merkel n'est pas de cette trempe-là: l'Europe, certes, mais c'est l'Allemagne d'abord. Si les intérêts allemands et européens convergent, tant mieux. Sinon tant pis pour l'Europe. Durant toute la crise financière puis de la zone euro, elle a d'abord dit "nein" à toutes les propositions françaises d'instaurer une solidarité financière avec les pays attaqués par les marchés, car il n'était pas question pour elle de dépenser

"Berlin refuse toute intégration politique supplémentaire."

le "bon argent allemand". C'est seulement lorsqu'elle se rendait compte que les développements de la crise risquaient de toucher son pays, qu'elle acceptait de faire un pas. Mais toujours à condition que les mécanismes mis en place restent sous le contrôle des États et donc du plus puissant d'entre eux, l'Allemagne: rien ne peut se faire sans elle. On lui a remis les clés de la zone euro.

Qu'est-ce qui pourrait faire bouger les lignes?

Les Allemands ne sont pas prêts à bouger puisque le système fonctionne à leur profit. Il faudrait un choc pour faire bouger les lignes. Il peut être démographique et il a déjà commencé: c'est pour cela que l'Allemagne a ouvert ses frontières en 2015 aux réfugiés syriens. Cela viendra aussi peut-être de la crise environnementale. Ou enfin d'un effondrement de son modèle industriel qui repose sur la machine-outil et sur la voiture. Mais pour l'instant, on n'en est pas encore là...

“Le mouvement des ‘gilets jaunes’ aurait dû naître en Belgique”

Vous êtes très critique sur le mouvement des “gilets jaunes”. Pensez-vous qu’il représente un danger pour la démocratie française ?

Les “gilets jaunes” sont nés dans une orbite idéologique de droite, la fronde antifiscale, avant de se radicaliser et de devenir le réceptacle de toutes les rancœurs, de toutes les haines, de toutes les colères, ce qui les rapproche de l’extrême droite, même si une partie de l’extrême gauche surfe sur le mouvement, mais n’est qu’une force d’appoint. Une radicalisation qui se traduit par des violences répétées contre les personnes et les biens, notamment les symboles de la République, des appels à renverser les institutions, y compris par un coup d’État militaire, une volonté de remettre en cause le résultat pourtant frais des urnes, des actes antisémites et racistes nombreux. Mais en deux mois et demi, le mouvement ne s’est pas étendu, comme le montrent les échecs répétés des appels à la grève générale illimitée: de 300 000 on est passé à 50 000 personnes, même pas un Stade de France. Ce mouvement est devenu factieux. Toutes les figures modérées de ce mouvement qui refuse de s’organiser et de se doter de représentants démocratiquement élus, ont été éliminées et il ne reste plus que des “leaders” proches de l’extrême droite et des complottistes.

Qui représentent-ils réellement ?

Qu’il y ait des gens en difficulté, cela ne fait aucun doute. Mais ce n’est pas la majorité. Les chômeurs et les habitants des cités ne sont pas sur les ronds-points par exemple: l’absence de revendication sur le chômage, l’intégration ou le quart-monde est frappante. C’est la classe moyenne inférieure blanche qui forme l’ossature de ce mouvement, celle qui est terrifiée à l’idée du déclasserment, sans doute à raison. En réalité, c’est le même type de personnes qui font le Brexit ou qui ont voté Donald Trump. Les oubliés

de la success story française si vous voulez. Ensuite, il ne faut pas oublier que 10 millions de personnes ont voté pour Marine Le Pen au second tour de l’élection présidentielle, et une partie d’entre eux n’est pas particulièrement attachée à la démocratie. Si on ajoute les électeurs de Mélenchon et des petits candidats des deux côtés de l’échiquier, cela explique le succès des “gilets jaunes” dans les sondages, mais seulement dans les sondages. Je ne dis pas que tous les gilets jaunes sont lepénistes ou mélenchonistes, mais ils en partagent une bonne partie de l’idéologie.

Comment jugez-vous la réaction du gouvernement Macron face à ce mouvement ?

On a vu, dans les premiers temps, à quel point il n’avait aucune expérience et surtout avait eu le tort de se couper de tous les corps intermédiaires, les relais naturels de son action. Ce conflit l’a non seulement pris par surprise, mais il a multiplié les maladroites: il s’est montré incapable d’expliquer sa politique, et sa gestion du maintien de l’ordre a permis une multiplication des bavures. Imaginez une se-

conde un Charles Pasqua, ministre de l’Intérieur, en train de régler cette crise-là. Ou un Nicolas Sarkozy. Cela ne se serait pas passé comme cela... Mais Emmanuel Macron a réussi à reprendre la main avec son grand débat et cela fonctionne, comme le montre sa remontée dans les sondages.

Donc pas de risque majeur pour la stabilité du pays ?

Il ne faut pas confondre les réseaux sociaux et le monde réel. En 1968, le mouvement étudiant a été relayé par le monde du travail: la France a été paralysée par une grève générale. Aujourd’hui, rien de tel. Le soutien demeure purement virtuel et ne se traduit même plus dans les intentions de vote: une liste “gilet jaune”, pour autant que cela veuille dire quelque chose, ne recueillerait quasiment aucune voix. Ce ne sont pas quelques excités du Net qui vont abattre la République, ou alors celle-ci est bien fragile.

Cette crise des “gilets jaunes” va-t-elle recomposer le paysage politique français ?

Cette crise précipite, au sens chimique du terme, la vie politique française. Face à l’extrême droite, il n’y a plus qu’Emmanuel Macron, ce qui lui assure sa réélection en 2022, car le reste du spectre politique a explosé “façon puzzle” pour citer Michel Audiard. Avec l’émiettement de la gauche, la France ressemble de plus en plus à la Pologne: un parti de centre droit et un parti de droite radicale se disputant le pouvoir. Il faut sortir de cette crise rapidement. La démocratie française est menacée, pas à dix ans, mais sur le long terme si rien ne change.

Pourquoi le mouvement des “gilets jaunes” n’a-t-il pas gagné la Belgique, si ce n’est de façon anecdotique ?

Il est clair que ce mouvement aurait dû naître en Belgique, un pays dans lequel l’impôt sur le revenu est confiscatoire: à partir de 6 250 euros de revenu par an, vous êtes taxés à 25% et à 50% à partir de 32 000 euros. En France, 70% des Français et 60% des foyers fiscaux ne paient pas d’impôts sur le revenu (hormis la CSG): l’Hexagone est en réalité un paradis fiscal pour le travail et un enfer fiscal pour les entreprises et le capital, alors que c’est l’inverse en Belgique. Les Français, au lieu de se regarder le nombril, feraient bien de regarder ce qui se passe ailleurs et ils découvriraient qu’ils sont très bien lotis. On a presque honte d’être français. Je dis à mes compatriotes: parlez aux Belges, vous verrez ce que sont des impôts.

“Les chômeurs et les habitants des cités ne sont pas sur les ronds-points.”